

Paris, le 29 octobre 2005,

**Oui !**  
**Appliquons de suite le droit de vote**  
**pour tous les résidents de France à toutes les élections !**

Une fois de plus, un des membres du Gouvernement De Villepin a une attitude irresponsable : Monsieur Sarkozy sépare les bons des mauvais étrangers. Cette attitude est un appel à la discrimination.

D'un côté, il y aurait les étrangers réguliers « installés de longue durée » auxquels on pourrait accorder le droit de vote pour les élections locales. Monsieur Sarkozy le déclare dans un entretien au Monde du 25 octobre 2005.

De l'autre, les étrangers « en situation irrégulière » qu'il faut expulser coûte que coûte, pour lesquels « l'industrie de l'expulsion déploie des moyens efficaces (13 200 personnes expulsées depuis le début de l'année 2005).

Depuis 1981, des hommes politiques de tous bords se sont engagés pour ce droit de vote, pour les élections locales. Tous ont trahi leurs promesses et, en refusant le droit de vote à des centaines de milliers de personnes en France, ont dénié ce droit de base essentiel à toute démocratie moderne.

Nous humanistes, nous l'exigeons depuis notre formation. Depuis 20 ans, nous attendons cet élargissement nécessaire de la notion de citoyenneté. Il est évident pour nous que le lieu de vie, de résidence est le lieu de citoyenneté. Ainsi, toute personne immigrée vivant en France doit être considérée citoyen français et pouvoir exprimer son vote. Elle doit pouvoir l'exprimer à toutes les élections et également être éligible.

Pourquoi des hommes et des femmes vivant et travaillant en France, payant des impôts directs et indirects, ne devraient-ils pas choisir leurs représentants et participer réellement à la vie de la cité ?

Les responsables politiques prétendent vouloir lutter contre la discrimination ; alors qu'ils sont les premiers à la pratiquer au plus haut niveau !

Le Parti Humaniste rappelle la nécessité que l'ensemble des composantes d'une société puisse participer plus activement à la vie démocratique. Notre démocratie doit se donner les moyens de devenir une démocratie réelle pour tous, sans distinctions.

Si cette simple exigence n'est pas réalisée, la république française continuera à n'être qu'une démocratie formelle, une farce historique dérivant aujourd'hui de plus en plus vers des horizons néo-fascistes.



Alain Ducq  
Président du PH